

Vouloir agir normalement dans un contexte anormal, est-ce normal ?

Ainsi va l'actualité : cet abominable crime qui vient de bouleverser notre pays, place pour quelques temps la crise provoquée par la Covid-19 au second plan. Je laisse à d'autres plus qualifiés que moi¹ le soin de s'exprimer sur le sens de ce qui arrive et qui, malgré les apparences, est bien plus considérable que l'École car le phénomène est sociétal. Je crains que ce tragique évènement marque un douloureux échec de notre modèle d'intégration et montre que notre angélisme éducatif durant ces quarante dernières années est inadapté face à la barbarie. Je m'exprimerai ailleurs sur ce sujet. Dans ces chroniques, je me limite à l'analyse factuelle des conséquences de la crise sanitaire pour dégager ce qu'elle nous enseigne sur notre système éducatif.

« Dans la haute administration, rien n'est plus abominable que l'originalité »

Chloé Morin

Des cigales et des fourmis

Les différences entre enseignement scolaire et enseignement supérieur sont considérables ; de moins en moins de choses sont transférables d'un secteur à l'autre. Pourtant il y a une leçon que l'on peut tirer des deux mois qui viennent de s'écouler depuis la rentrée et qui vaut pour les deux domaines. En gros, une minorité d'universités, les cigales de l'insouciance ou de l'irresponsabilité, avaient décidé de faire une rentrée « normale », sans tenir compte des menaces sanitaires, tandis que la majorité des universités et des Grandes écoles, les fourmis de la responsabilité et de l'ingénierie de formation, avaient adopté des mesures pour limiter au moins de moitié, voire plus encore, les effectifs en présentiel et proposer des alternatives à distance ; certaines, surtout les Grandes écoles, décidant d'un investissement massif dans l'enseignement hybride. Ainsi, « l'hybridité² » fit son apparition. Autant de fourmis, autant de solutions différentes. Il n'y avait jamais eu une telle variété de réponses. Quand la bise fut venue, face à la contagion de la Covid-19 dans les universités (certains *clusters* avaient plus de 200 étudiants), le ministère imposa à toutes des règles sanitaires strictes et très limitatives. Les fourmis prévoyantes purent continuer d'assurer leurs formations hybrides tandis que les insouciantes cigales fort dépourvues furent condamnées à danser, c'est-à-dire à désorganiser dans l'urgence ce qu'elles faisaient depuis

¹ Bernard RAVET, (2017) : *Principal de collège ou iman de la République*, Parsi, Kero

Jean-Pierre OBIN, (2020) : *Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école*, Paris, Hermann

² Terme employé dans le monde de l'automobile qui tente de développer les voitures hybrides.

V₁

septembre pour construire, un peu tard, un tout autre dispositif. Cela a obligé leurs enseignants-chercheurs à préparer dans l'urgence une seconde fois leur rentrée, mais dans les pires conditions et au détriment des étudiants déçus. Axel Kahn considère cette attitude comme « totalement absurde (...) ce fut une erreur importante », autant de la part de la Ministre autorisant une rentrée normale, que des universités utilisant très mal leur autonomie. J'ai peine à croire que dans ces universités cigales, en principe hauts lieux de la recherche, il n'y avait pas de l'intelligence collective, ou alors c'est à désespérer de l'enseignement supérieur français ! La leçon est claire : nier les problèmes, compter sur le temps, employer la méthode Coué et ne pas se préparer par anticipation, conduit à de regrettables résultats en général et ici à de désastreuses conséquences pour les étudiants. Je crois qu'il en va de même pour l'enseignement scolaire à tous les niveaux de responsabilité, du ministre aux établissements scolaires. J'invite à méditer cette fable bien réelle.

Les dénis de l'Éducation nationale

Depuis des semaines, l'Éducation nationale fait du Trump avec les chiffres, poussant à vivre et à agir dans l'illusion. « L'école n'est pas le nid du virus » dit son ministre et pourtant il y a plus de *clusters* dans l'enseignement secondaire (40% des *clusters* en cours d'investigation) que dans l'enseignement supérieur. Après les décrocheurs durant le confinement, les « disparus des radars » (5% en moyenne nationale chiffre qui gomme toutes les différences, alors que leur nombre a pu aller jusqu'à 50% dans certains CAP), on évoque depuis septembre les « revenus fragilisés » dont les effectifs réels sont un mystère. Cela me fait penser à l'histoire de Raymond Queneau, de l'homme tombant d'un gratte-ciel et qui en passant devant le 22^e étage disait : « jusque-là, tout va bien ! ». Nous en sommes là. Pourtant, une enseignante déclarait : « depuis la rentrée, je n'ai jamais eu une seule fois une classe entière » et un autre de constater que « depuis la rentrée, on bricole ». Les absences perlées et tournantes sont une plaie pour l'unité de la classe et les pratiques pédagogiques collectives habituelles. De plus, l'AFEV³ attire l'attention sur ceux qui perdent pied peu à peu car leur nombre augmente plus vite que durant les années passées. Quelle est la réelle volonté des établissements et des équipes d'être vigilants sur ce sujet et de se lancer à leur recherche ? Le discours qui semble dominant revient à dire : faisons l'autruche et attendons. Au retour des vacances d'automne, une double vigilance s'imposera en raison des effets différés des huit mois écoulés depuis mars, auxquels s'ajoutera un climat qui peut s'avérer longtemps délétère à la suite du terrible et récent acte de barbarie qui a touché l'école en tuant de façon horrible un enseignant courageux. Alors, passé la joie des retrouvailles début septembre (c'est déjà loin !), à quoi bon nier les réalités et faire du mauvais⁴ Trump ?

³ Association de la fondation étudiante pour la ville, à but non lucratif, créée en 1991 par trois étudiants. Elle a pour but de lutter contre les inégalités dans les quartiers populaires en créant un lien entre des étudiants bénévoles et des enfants et jeunes en difficulté scolaire ou sociale

⁴ J'ignore s'il existe du *bon* Trump ! J'aurais dû simplement écrire « faire du Trump ».

L'hybridité honteuse

Dans l'enseignement supérieur, « *l'hybridité* » est arrivée en septembre et va se généraliser dès novembre. Elle se développe donc très vite. Dans l'enseignement scolaire, plus honteux de son attitude, elle se cache, reste modeste, très modeste, et le milieu pédagogique attend que lui tombe dessus ce que le corps médical annonce comme imminent (je terminerai ma chronique par cette question) et qui entrainera non seulement des couvre-feux plus larges, mais *a minima* des confinements territoriaux obligeant à fermer des écoles et des établissements secondaires pour des périodes indéterminées. Je l'avais annoncé dès ma première chronique⁵. Des voix s'élèvent pour demander que le 2 novembre, les universités et les établissements scolaires restent fermés. Ira-t-on jusque-là ? Pourquoi s'y préparer disent certains, cela changera quoi ? Attendons et nous verrons bien ! On retrouve la procrastination des statuologues. Si l'on se fie au professeur Delfraissy, à l'horizon de l'été 2021 on peut certes espérer un vaccin. Mais combien de temps faudra-t-il pour vacciner une population de plusieurs dizaines de millions de personnes et pouvoir, cette fois, préparer une rentrée qui s'approchera un peu d'une « rentrée normale ». Si tout va bien ! Bien sûr, il est faux de dire que le terrain est prêt à assumer ce qui s'annonce ; quand s'est-il préparé ? Il improvisera et plutôt individuellement que collectivement selon la culture professionnelle du milieu pédagogique français. Son habituel talent et l'engagement d'un grand nombre d'enseignants suffiront-ils ? Peut-être vaut-il mieux aller déposer un cierge à Lourdes ou faire des prières en direction de La Mecque ?

En l'absence de recherches (elles commencent à se mettre en place) et de formations adaptées (celles pratiquées sont totalement empiriques), l'hybridation est devenu le nouveau « produit » qui fait rêver les cabinets de consultants. Au niveau international, serons-nous dans le peloton de queue ? Je le crains, nous sommes partis pour cela, alors que diverses universités, notamment au Québec, se sont emparées du sujet. Toutefois, en France, on peut se louer que le CNED qui veut aider les innovateurs à personnaliser les parcours des élèves crée pour cela un dispositif de « *startups* en résidence », les invitant aussi à « polliniser » la salle des professeurs. Énorme défi qui demande du courage !

Des considérations commencent à être formulées. Par exemple si le présentiel facilite les relations interpersonnelles, et même si cela peut sembler paradoxal, le distanciel crée une véritable personnalisation « de proximité ». Les deux, présentiel et distanciel, ont donc leur importance. Des élèves disent que pour les mathématiques, il leur est plus facile de travailler chez eux, échappant ainsi aux insupportables bruits de la classe. Peut-on leur en vouloir ? On observe que les modes hybrides intéressent plus les élèves des milieux favorisés que les

⁵ Comme les autres, elle est librement accessible sur les sites d'Horizons publics : <https://www.horizonspublics.fr/>, de la Mission laïque française, <https://www.mlfrmonde.org/> ; d'Éducation & Devenir, <https://www.educationetdevenir.net/>. d'Aprèsprof <https://www.apresprof.org/blog-de-apres-prof/> sur LinkedIn et sur plusieurs sites francophones

V₁

autres, ce qui s'avère un problème considérable. On risque donc de voir s'aggraver les inégalités sociales déjà de très grande ampleur. Enfin, la « continuité pédagogique » dont on nous a rebattu les oreilles, reste le grand enjeu des prochaines semaines, voire des prochains mois, notamment face aux absences perlées des élèves que nous avons déjà signalées.

Suite à la douloureuse première expérience de mars et la nécessité annoncée à nouveau de cours en distanciel (belote et rebelote !) mais en plus grand nombre, les services de l'État préparent un nouvel outil de visioconférence, basé sur le logiciel libre *BigBlueButton*. C'est un exemple de progrès grâce à la crise.

Se pose aussi le problème des enseignants absents pour cause de Covid et difficiles à remplacer en présentiel. Leur nombre est en hausse depuis septembre et, dans le primaire, beaucoup de classes n'ont pas d'enseignants. Dans le second degré, c'est à l'établissement de trouver en interne des solutions, ce qui s'avère quasiment impossible dans cette période de crise. Et quand on ne l'a pas envisagé avant, il est difficile d'en venir soudainement à des solutions à distance qui pourtant pourraient se pratiquer. Mais notons que pendant le confinement, l'expérience des outils numériques a été trop courte et non capitalisée pour garantir leur efficacité en termes de continuité pédagogique. En résumé, on n'a que les systèmes hybrides que l'on mérite !

On n'arrête pas le progrès

On apprend maintenant que pendant le confinement, plus de 100 plaintes ont été déposées pour « chahut numérique » ou « chahut virtuel » (mais bien réel !) dont des atteintes aux valeurs de la République. Pourquoi cette information sort-elle seulement maintenant ? Côté discrétion on peut aussi remarquer celle concernant les problèmes liés à l'inclusion qui semblent les grands oubliés de cette période. Si les enseignants sont bien des « façonneurs d'avenir » selon l'expression que j'aime bien d'Audrey Azoulay (Unesco), la reprise des débats idéologiques depuis la rentrée évite que soient précisément évoqués les réalités sur le terrain. Le « silence Éducation nationale » est bien partagé du terrain au sommet de la pyramide ; il est culturel.

L'instruction à domicile est arrivée sur les devants de la scène politique. Le problème a été soulevé autant pour de bonnes raisons que de mauvaises et pose des questions constitutionnelles. Bien que réduit, le nombre des 50 000 enfants instruits en famille a doublé en seulement 4 ans. Bernard Toulemonde a récemment rappelé deux décisions du conseil d'État pour défendre le droit des parents à faire le choix d'une éducation alternative. Comment ? C'est bien la question. On sait de quelle façon, souvent, on feint de régler un problème. Il y aura sans doute une décision générale d'ordre législatif d'apparence stricte qui sera complétée de mesures d'exceptions (santé, sportifs de haut niveau...) pour éviter les rejets prévisibles du Conseil constitutionnel. Leur liste sera sans doute conséquente, il y aura

V₁

des surenchères et pour les insatisfaits, les écoles alternatives qui accueillent déjà 85 000⁶ élèves vont se multiplier, avec sans doute beaucoup de petites écoles, en particulier pour les enfants des bobos des grandes villes, de Paris notamment. Se posera encore le problème des enfants qui ne sont déclarés nulle part. Combien sont-ils ? Cela montre que des décisions envisagées pour de mauvaises raisons peuvent amener à se poser de bonnes questions.

Même si nous sommes encore en plein dans la crise sanitaire et pour longtemps, avec ses lourdes conséquences, est venu un premier temps pour faire un solide état des lieux, mener des enquêtes, lancer des recherches, encourager les retours d'expériences, organiser des tables rondes et des États généraux. Il n'est pas interdit de réfléchir en agissant puisque l'École ne peut pas faire d'arrêt sur image, mais il ne faudrait pas remplacer l'action par le verbe et l'idéologie.

Ce qui se profile à très court terme

La rentrée scolaire du 2 novembre n'est pas assurée ou peut se faire et être vite interrompue. Les épidémiologistes sont alarmants et appellent à prendre des mesures radicales. La « situation est très difficile, voire critique » selon Jean-François Delfraissy qui évoque « la brutalité de ce qui est en train de se passer depuis 10 à 15 jours ». La deuxième vague s'annonce plus dure que la première. Toutes les régions sont concernées. Les appels au confinement se multiplient de la part des médecins. Faut-il rouvrir les écoles, collèges lycées et universités après les vacances de la Toussaint ? L'épidémiologiste Antoine Flahaut pense que les collèges, lycées et universités devraient rester fermés. La Conférence des présidents d'universités vient de préconiser de « basculer massivement en enseignement à distance, en baissant fortement la jauge d'étudiants en présentiel avec, au maximum, 25% des inscrits. Beaucoup d'étudiants qui ont anticipé ne sont déjà plus sur les campus. Une autre épidémiologiste, Catherine Hill, affirme que « le retard pour décréter le confinement est la recette pour la catastrophe » Le président de la fédération hospitalière de France demande des mesures radicales et préconise un « reconfinement total » car pour lui, « le couvre-feu est une demi-mesure ».

Alors, quel confinement ? Territorial décidé par les préfets ? Ciblé par publics à risques ? Général (il semble s'annoncer en Belgique), mais plus souple et moins long ? De quelle durée ? Ces questions ne sont plus taboues. Plusieurs *scenarii* sont encore envisagés, mais dans quelques heures, deux jours au plus, nous saurons. Il est difficile d'ignorer que les trois pays qui ont le mieux franchi les obstacles, Taïwan, l'Australie et la Nouvelle-Zélande l'ont fait en prenant immédiatement des mesures radicales sur des temps longs de plusieurs mois. Aujourd'hui, ils peuvent se satisfaire d'avoir totalement éradiqué le virus. Malgré la

⁶ Ce chiffre qui peut sembler considérable doit être rapproché des 12 millions d'élèves ! C'est le sens et la signification de cette évolution qui importent.

V₁

dureté des mesures prises, en Nouvelle-Zélande la jeune Premier ministre vient d'être brillamment réélue ! On notera que ces trois pays sont des îles et qu'il n'y règne pas une culture de la désobéissance civique comme dans le sud de l'Europe par exemple.

Les signes d'une lourde et imminente décision sont là au moment où j'écris ces lignes. Se préparent des mesures impopulaires mais assumées. On peut observer les impressionnantes grandes manœuvres : annulation lundi pour le lendemain d'un déplacement présidentiel au Creusot ; réunion du conseil de défense mardi.; rencontres mardi encore du Premier ministre avec les présidents de l'assemblée nationale, du Sénat, des groupes parlementaires, des chefs de partis, des syndicats et des grandes associations ; mercredi matin, conseil de défense restreint, puis conseil des ministres ; mercredi soir, réunion de crise annoncée à Matignon avec une dizaine de ministres. Il se dit que le Président de la République annoncera dès mercredi soir à 20 heures ses décisions et qu'elles seront dès le lendemain détaillées par le Premier ministre et le gouvernement. Enfin, jeudi, débats suivis de votes à l'Assemblée nationale le matin et l'après-midi au Sénat.

Nous allons voir ce que seront les décisions qui sortiront de ce marathon et en particulier leurs conséquences pour le système éducatif et universitaire. Et, sans doute, ne faut-il pas oublier que le moment de la grippe saisonnière approche ; elle s'ajoutera à tout cela.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

28 octobre 2020